

61^e cercle de silence

Palaiseau
Place de la Victoire



De nombreux Palaisiens ignorent l'existence à Palaiseau d'un centre de rétention pour étrangers. L'Observatoire Citoyen soutient ces personnes. Il anime, chaque 3ème samedi du mois, de 11 à 12h, un cercle de silence pour faire entendre le cri des détenus. Ce Cercle est ouvert à tous. Vous pouvez le rejoindre à tout moment, quelle que soit la durée de votre participation.

Prochain cercle: 18 octobre 2014

Nous dénonçons les traitements inhumains réservés aux migrants du seul fait qu'ils n'ont pas de papiers en règle.

administrative et les zones d'attente des aéroports et, avant tout, leur existence.

Nous n'acceptons pas que la France refuse sa protection aux demandeurs d'asile qui sont exposés à de très graves dangers en cas de retour dans leur pays d'origine.

Nous dénonçons les obstacles administratifs qui contraignent des hommes, des femmes, des familles entières à vivre et à travailler dans la clandestinité et la peur, privés de tout projet et de conditions de vie simplement décentes.

Nous n'acceptons pas que soient prises en notre nom des dispositions qui brisent des vies humaines et font voler en éclat des couples et des familles.

Nous refusons cette chasse aux étrangers qui inflige aussi des traumatismes profonds à ceux qui en sont les témoins, à la société toute entière, aux enfants particulièrement.

Les atteintes à la dignité de quelques uns blessent tous les hommes dans leur humanité.

Nous refusons les interpellations au faciès, l'enfermement et l'expulsion d'hommes, de femmes et même d'enfants.

Nous voulons que la France redevienne un pays d'accueil, sans cesse enrichi et transformé par des êtres humains venus du monde entier.

Nous dénonçons les conditions de détention inhumaines dans les centres de rétention

Nous sommes solidaires des retenus du Centre de rétention de Palaiseau.



du Centre de Rétention pour Etrangers de Palaiseau

Face aux drames : exigeons une autre

www.observatoire-cra-palaiseau.org
Contact : Claude Peschanski (06 72 82 02 02)

Le jeudi 21 août 2014, Abaenak Goradia, un algérien de 51 ans, père d'une petite fille française, est décédé alors qu'il était conduit par la police du CRA de Vincennes à l'aéroport de Roissy pour être expulsé vers l'Algérie. Il avait réussi à échapper une première fois à son expulsion le 16 août dernier, le commandant de bord ayant refusé de l'embarquer, parce qu'il était complètement ligoté, les jambes scotchées, et les mains menottées dans le dos.

Le 21 août, selon la version de la police, c'est dans le fourgon en arrivant à l'aéroport qu'il aurait eu une « crise cardiaque ». Les policiers ont invoqué une « mort naturelle ». L'autopsie a révélé qu'il était mort par asphyxie. On sait en effet qu'après un premier refus d'embarquement, les policiers de l'UNESI et les policiers de la COTEP « préparent » professionnellement leur victime : menottes dans le dos, jambes entravées, cagoule et casque sur la tête, étranglement pour l'empêcher de crier selon des techniques précises. **Des membres de la famille de M. Goradia ont constaté à l'institut médico-légal que son visage était marqué de plusieurs ecchymoses. Une information judiciaire pour « homicide involontaire contre X ... » a été ouverte.**

- Ce n'est pas la première fois qu'une personne sans-papiers décède lors de son expulsion.
- Ce n'est pas la première fois qu'une personne meurt dans un fourgon de police.

Il faut que cela cesse ! Il faut que l'enquête fasse toute la lumière sur la mort d'Abdelhak Goradia! Il appartiendra à la justice de déterminer les responsabilités exactes, mais on peut déjà l'affirmer ce décès résulte d'une politique d'immigration.

D'abord, sous François Hollande comme sous Nicolas Sarkozy, il faut faire du chiffre. Manuel Valls s'en vantait en janvier : les expulsions forcées ont augmenté en 2013. Ensuite, la « double peine » n'a toujours pas disparu, c'est au sortir de prison, après avoir purgé sa peine, que l'homme a été emmené en rétention. Enfin, comme souvent, le ministère de l'Intérieur a pris de vitesse la justice : le 28 août, un juge devait se prononcer sur un référé, cet Algérien étant père d'un enfant français. Reste qu'aucun ministre n'a eu un mot pour cette famille. C'est peut-être une bavure policière, mais tout se passe comme s'il ne s'agissait nullement d'une affaire politique. Il est vrai que la droite n'en fera pas grief au gouvernement.

Le 13 juin, un adolescent rom était lynché à Pierrefitte (Seine-Saint-Denis). Darius (de son vrai nom Gheorghe), soupçonné d'une tentative de cambriolage, avait été enlevé par des jeunes de la cité voisine qui, après avoir exigé une rançon, l'abandonnèrent dans un chariot, plongé dans le coma. L'information ne fut révélée que trois jours plus tard ; entre-temps, les quelque 200 habitants du squat avaient disparu. Ce lynchage participe donc d'une politique à l'encontre des Roms. Premièrement, en les chassant d'un bidonville à un autre, on leur interdit toute activité économique, pour mieux le leur reprocher ensuite. De plus, après Nicolas Sarkozy, c'est Manuel Valls qui a légitimé les dérives romanophobes. Enfin, quand des Roms sont victimes, les poursuites sont rares, les arrestations plus encore, sans parler des condamnations. D'ailleurs, après le lynchage, il a fallu trois semaines pour ouvrir une information judiciaire ! (...)

Pour leur part, **les retenus enfermés dans le bâtiment 1 du CRA de Vincennes** se sont mis en grève de la faim dès qu'ils ont appris la mort de leur camarade. Ils ont rédigé un communiqué dans lequel ils demandent « *que des journalistes puissent venir voir les conditions de vie dans le centre* », « *que*

les auteurs des violences envers M.Goradia soient punis, car ils l'ont tabassé à mort », « que la durée de rétention soit réduite à 20 jours, car il y a trop de violences...45 jours ça ne sert à rien », « que la nourriture soit améliorée, on mange très mal alors qu'on n'a pas demandé à être ici », « qu' une partie de la police soit moins agressive... », « on ne négociera pas, on continuera la grève de la faim tant que nos revendications ne seront pas satisfaites. »

Nous demandons que toute la lumière soit faite sur la mort d'Abdelhak Goradia. Nous exprimons toute notre solidarité et apportons tout notre soutien aux grévistes de la faim du CRA de Vincennes, non seulement dans leurs revendications, mais aussi pour l'avenir de leur condition.